

## La recherche : la grande absente du débat présidentiel

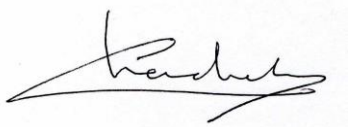
*Adresse des Conseils Scientifiques du CNRS et de l'INSERM aux candidats aux élections présidentielles.*

La recherche scientifique française jouit d'un grand prestige et son apport à la recherche et développement (R&D) est essentiel. Une analyse récente de la société Thomson Reuters plaçait trois organismes français de recherche, le CNRS, l'Inserm et le CEA, parmi les dix organismes publics les plus innovants au monde. Avec plus de 43 000 publications dans tous les domaines de la science, le CNRS, est le premier producteur de connaissances scientifiques dans le monde. Les classements internationaux montrent également que le CNRS est la première institution du monde pour l'impact de ses publications (Nature Index). L'Inserm se situe aujourd'hui au 1er rang européen des institutions académiques de recherche dans le domaine biomédical, avec près de 12 000 publications par an, et au 2e rang mondial derrière les National Institutes of Health intra-muros. Le CNRS et l'Inserm jouissent d'un fort rayonnement international. Plus de 50% de leurs publications sont co-signées par un laboratoire hors de France et leur prestige est tel que beaucoup de chercheurs étrangers postulent au concours de recrutement (près de 30% des chercheurs recrutés chaque année depuis 2012). Ces deux organismes sont également les 1ères institutions européennes d'accueil des prestigieuses subventions ERC (European Research Council), 1er rang pour le CNRS, toutes disciplines confondues, et 1er rang dans le domaine biomédical pour l'INSERM.

Ces données illustrent le fait que notre pays dispose d'un appareil de recherche et d'une R&D de grande qualité, qui en cette époque de globalisation sont indispensables à la réussite du redressement économique de notre pays. De nombreux travaux montrent d'ailleurs que la compétitivité économique d'un pays et le niveau de son enseignement supérieur et de sa recherche sont très étroitement liés. Toutefois, si l'on se compare à nos principaux concurrents dans l'espace mondialisé et hautement compétitif de la recherche scientifique, force est de constater que notre système de recherche risque de rapidement décrocher. Les financements de R&D de l'Allemagne ont augmenté de 75 % en dix ans, quand les nôtres se sont érodés. Nous sommes loin des 3 % du PIB fixés comme objectif pour les dépenses de R&D par la stratégie Europe 2020.

Dans le paysage universitaire français en pleine restructuration, les organismes de recherche français sont un point de stabilité qu'il s'agit de renforcer. Ils jouent un rôle structurant dans un grand nombre de disciplines, appuient la recherche universitaire dans le cadre des structures originales que sont les UMR et exercent un certain nombre de missions d'intérêt national au service de toute la recherche française. Notre système de recherche s'appuie sur un emploi scientifique et technique permanent et un soutien direct aux structures de recherche, mais il est essentiel qu'une véritable politique de l'emploi scientifique pérenne soit mise en place et que cesse la diminution des effectifs et des moyens affectés à la recherche publique.

Les Conseils Scientifiques du CNRS et de l'Inserm souhaitent alerter les candidats à l'élection présidentielle sur la situation critique de l'emploi scientifique et du financement de la recherche publique. La recherche française est un des pôles reconnus de la science mondiale. Pour maintenir et développer cette position éminente, nous demandons aux candidats de s'engager en faveur d'un investissement à la hauteur des enjeux dans la recherche, et en premier lieu dans nos organismes de recherche publics.



Bruno CHAUDRET  
Président  
Conseil Scientifique du CNRS



Alain TEDGUI  
Président  
Conseil Scientifique de l'Inserm